

RAPPORT DES RESULTATS 2017

EDUKAT RDC1216911



ACRONYMES.....	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	8
1.3.3 <i>Efficiency</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	9
1.4 CONCLUSIONS	9
2 MONITORING DES RESULTATS.....	10
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	10
2.1.1 <i>Contexte général</i>	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	11
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	11
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	12
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	14
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	15
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	19
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.4.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	22
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	22
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	23
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	23
2.5. THEMES TRANSVERSAUX	24
2.5.1. <i>Genre</i>	24
2.5.2. <i>Environnement</i>	25
2.6. GESTION DES RISQUES	26
3. PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	28
3.5. REORIENTATIONS STRATEGIQUES	28
3.6. RECOMMANDATIONS.....	28
3.7. ENSEIGNEMENTS TIRES.....	29
4. ANNEXES.....	30
4.5. CRITERES DE QUALITE.....	30
4.6. DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	34
4.7. CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	44
4.8. APERÇU DES MORE RESULTS	44
4.9. RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (2017) »	45
4.10. RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	46

Acronymes

AE	Accord d'exécution
AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
ANEP	Association nationale des Entreprises du Portefeuille (public)
APD	Avant-Projet Détaillé
APEFE	Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
APS	Avant-Projet Sommaire
AS	Accord de subsides
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
BIT	Bureau International du Travail
CA	Centre Affilié
CdA	Centre d'Application
CdR	Centre de Ressources Haut Katanga
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CTB	Agence belge de développement
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
CPS	Centre de Promotion Sociale
DTF	Dossier technique et financier
EDUKAT	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETP	Enseignement Technique Professionnel
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
INPP	Institut National de Perfectionnement Professionnel
ISP	Insertion Socio Professionnelle
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
M&E	Monitoring et évaluation
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MTR	Mi-terme-revue
(M)PME	(Micro) Petites et Moyennes Entreprises
PAEJK	Programme intégré d'Activités pour l'Emploi des Jeunes dans la Province du Katanga
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PEQPESU	Projet d'Education pour la Qualité et la Pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Universitaire
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PPP	Partenariat Public Privé
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'octroi de Bourses en RDC
PROVED	Directeur de la Province Educationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service National de Formation
SERNIE	Direction du Service National d'Identification des Elèves
SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Education
SMCL	Structure mixte de Concertation Locale, le comité de pilotage d'un projet
TFM	Tenke Fungurume Mining
UCAG	Unité conjointe d'appui à la gestion
UCOP	Unité de Cordination du Projet
UFE	Unité Formation-Emploi

1 Aperçu de l'intervention

Le processus d'identification et de formulation du présent Projet a été l'occasion de nombreux échanges entre la Coopération Belge (Ambassade et CTB) et les Représentants de l'Etat Congolais (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle MINEPSP et le Ministère des Affaires Etrangères). Les leçons apprises à la suite des interventions antérieures exécutées sur les dix précédentes années à travers les différents Projets d'appui de la Coopération Belge à l'ETFP (AETP-1, AETP-2 et AETFP) ont conduit, du côté des Autorités Congolaises de l'Enseignement, à un nouveau concept avec son organisation ad hoc, le « *Centre de Ressources* » et du côté de la Coopération Belge le Programme « *Education au Katanga* » (EDUKAT).

Le Programme EDUKAT est en effet indissociable du CdR Haut-Katanga qui se distingue des efforts passés pour moderniser l'ETFP par les caractéristiques décrites dans les lignes qui suivent.

En effet, le CdR Haut-Katanga n'est pas une école mais une structure autonome (avec un statut dédié) d'appui aux Centres d'Application et à des écoles secondaires générales transformées (ESGT) et des centres/écoles affiliées (CA).

Il dispose d'ateliers équipés où sont dispensés des modules additionnels de formation techno-pratique spécialisée. La formation impartie dans le cadre du CdR est destinée aux lauréats des écoles techniques (formation additionnelle), aux enseignants (dans le cadre des renforcements des capacités), et aux élèves des écoles transformée/affiliées (stages scolaires d'observation).

Le CdR est donc à la tête d'un dispositif, appelé par la suite « **dispositif Centre de Ressources (CdR)** » qui fournit les services suivants :

- Le développement des services et outils pédagogiques organisés autour des besoins actuels et futurs des entreprises ;
- La formation continue des enseignants et cadres du CdR afin d'assurer leur capacité à transmettre des connaissances aux établissements associés (CdA) et affiliés (Ecoles transformées) ;
- L'implication réelle dans le processus pédagogique (programmes et enseignants) des entreprises bénéficiaires finales de la main d'œuvre qui sera formée et l'appui effectif qu'elles peuvent attendre du dispositif CdR ;
- La visibilité (et les efforts de communication y afférents) de ce dispositif innovateur auprès de la Société Civile en particulier mais aussi des entreprises bénéficiaires en général.

Ainsi, le Projet EDUKAT axe ses principaux efforts autour de :

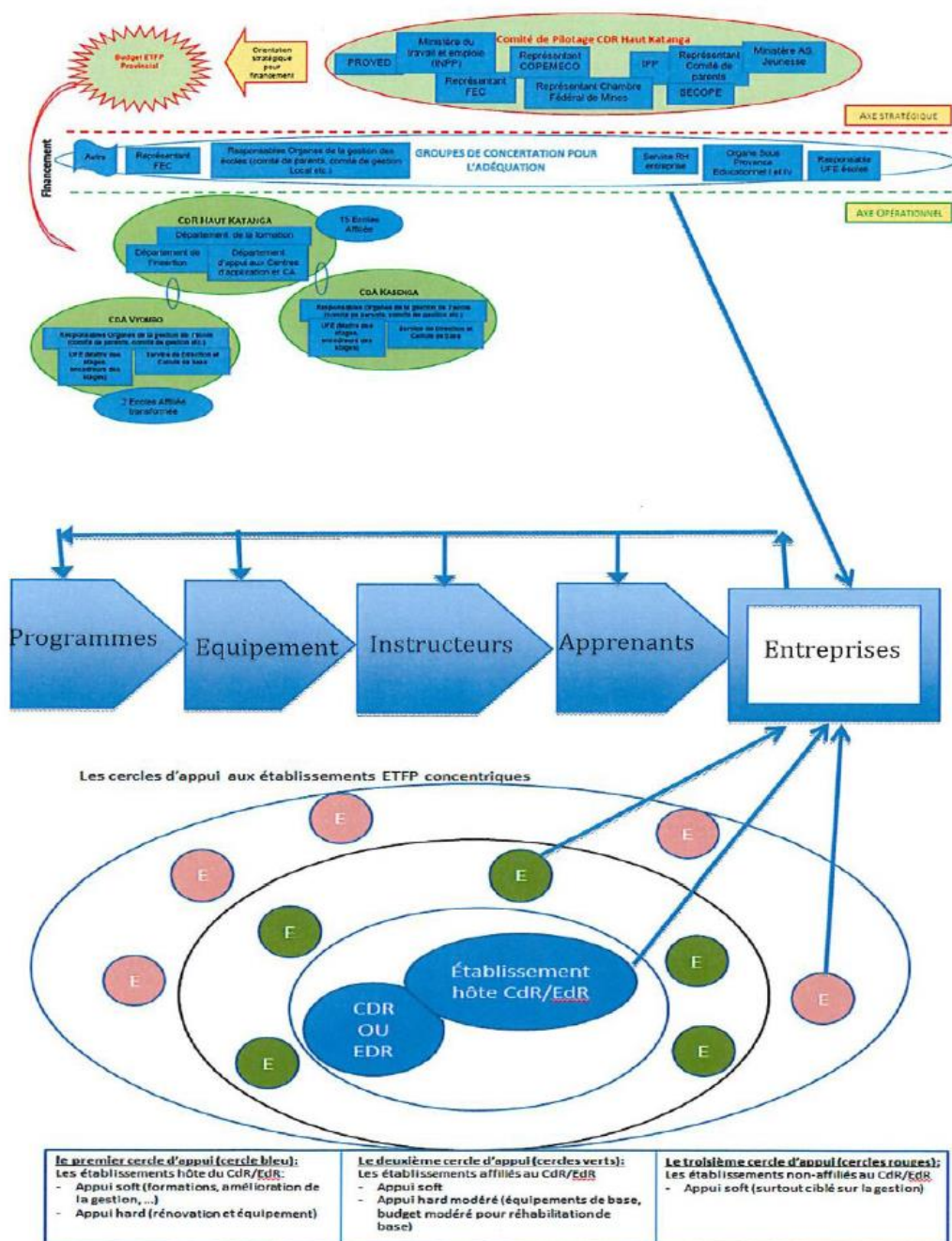
- La collaboration avec les entreprises pour assurer l'adéquation formation/emploi partant de la mise en œuvre de convention de partenariat Public-Privé ;
- La gouvernance multi-acteurs ancrée au sein du Ministère Provincial en charge de l'éducation et des groupes de concertation pour l'adéquation de la formation ;
- La gestion financière durable des écoles et centres de l'ETFP (gestion intégrée)
- La valorisation de l'aspect genre.

Les activités menées par EDUKAT se déroulent à travers les structures et institutions ci-après :

- Le Centre de Ressources (dans la Province du Haut-Katanga) ;
- Les Centres d'Application (des deux Provinces 2 Haut Katanga et 1 Lualaba) ;
- Les écoles techniques transformées (des deux Provinces 4 Haut Katanga et 2 Lualaba) ;
- Les Centres affiliés (6 dans le Haut Katanga),
- La Division et l'Inspection de l'Enseignement des deux Provinces Educationnelles, qui, dans le rôle dévolu à chacun (Service technique en charge de l'Education), conduiront les deux institutions Provinciales à atteindre plus d'efficacité dans l'enseignement de l'ETFP ;

La démarche adoptée par le Comité de Pilotage (SMCL) en synergie avec les Entreprises privées, consiste à s'assurer que le contenu des matières et les méthodes d'enseignement sont alignés au mieux sur les exigences évolutives du monde économique actuel, notamment par la systématisation d'un stage professionnel performant. (Voir ci-dessous schéma des interactions).

Figure 1 : Le schéma des interactions du CdR



1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
Code de l'intervention	RDC1216911
Localisation	KATANGA
Budget total	10.000.000 EUR
Institution partenaire	« Ministère Provincial en charge de l'Enseignement et de la recherche Scientifique du Haut Katanga » et « Ministère de l'Education et de la Santé du Lualaba »
Date de début de la Convention spécifique	17 mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 janvier 2014
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2018
Date de fin de la Convention spécifique	16 mars 2019
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel et les stagiaires d'un Centre de Ressources dans le Haut Katanga - Le personnel et les élèves de 3 Centres d'application (Vyombo, Itima, Ecole du Cinquantenaire de Kasenga) - Le personnel et les élèves de 6 écoles transformées (inscrit dans le décret de transformation) - Le personnel et les élèves de 10 écoles affiliées (en train d'être sélectionnée) - Le personnel des services compétents des 2 Divisions provinciales de l'Education y compris l'IPP et le SECOPE (Haut-Katanga et Lualaba) - Le personnel du département d'étude et documentation de la FEC (Fédération des entreprises du Congo) et certains services de la COPEMECO
Impact¹	Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement
Outcome	Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées. Il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables et dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.
Outputs	<p>Les jeunes apprenants des filières porteuses ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique</p> <p>Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP</p> <p>Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle</p>
Année couverte par le rapport	2017

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

Budget		Dépenses			Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédente 2015	Année couverte par le rapport (n)	Solde	
Total	10.000.000	2014 : 775 136,98	2.367.298	3.655.469	63%
		2015 : 1.116.836			
		2016 : 2.085.260			
Output 1	5.440.200	2014 : 91 611	1.552.235	2.178.622	60%
		2015 : 304.526			
		2016 : 1.313.20			
Output 2	908.800	2014 : 15 4535	150.970	418.729	54%
		2015 : 117.669			
		2016 : 205.997			
Output 3	897.000	2014 : 8.234	145.054	610.640	32%
		2015 : 51.082			
		2016 : 81.890			

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

Pertinence	Performance
	A

La problématique de l'adéquation formation-emploi en vue d'une meilleure employabilité pour les élèves et lauréats des écoles techniques reste au cœur de l'intervention. Le Projet EDUKAT reste en cohérence avec les politiques nationales inscrites dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) ainsi que la stratégie provinciale inscrite dans le Plan d'Action (2017-2025) Provincial du secteur de l'Education et de la formation de la Province du Haut-Katanga.

La recherche permanente du Projet EDUKAT (en accompagnant la mise en place du CdR Haut-Katanga) d'une adéquation entre la formation initiale (fournie au sein du réseau de Centre d'Application, écoles Transformées/Centres Affiliés) et les attentes des entreprises, fait l'objet d'efforts prioritaires du Projet (mise en stage professionnel). Sur le court/moyen terme, le dispositif CdR (appuyé par EDUKAT) pourra contribuer à orienter une partie des finalistes des écoles techniques vers l'emploi salarié et réduire le flux des lauréats vers l'enseignement supérieur et la vie non active.



1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Suite à la finalisation des chantiers de construction/réhabilitations (2016), le bilan sur cette quatrième année s'avère « positif », étant donné que le Projet, du point de vue des équipements didactiques (à mettre à disposition du CdR Haut Katanga et des Centre d'Application) pour les formations a lancé un marché public (attribué en cours de livraison) Celui-ci a permis l'achat d'un certain nombre de simulateurs (value for money de l'investissement), permettant de réaliser plusieurs exercices pratiques avec le même équipement).

Du point de vue du renforcement des capacités des services compétents, le plan d'acquisition des compétences (PAC financé par le programme PRECOB) y relatif envisagé en 2015 (pour lier les actions en cours à l'efficacité des services compétents de l'Education technique et professionnelle des Divisions Provinciales du Haut-Katanga et du Lualaba), a été finalisé (économies sur le budget EDUKAT grâce à la complémentarité avec le projet PRECOB).

Parmi les options prises en 2017 il été décidé d'orienter les ressources du Programme sur la réalisation « soft » (création des conditions d'insertion professionnelle des lauréats) du dispositif. C'est pour cette raison que le projet s'est occupé d'assurer l'exécution des engagements pris en 2016 et de concentrer les activités sur les relations avec les entreprises du secteur privé (FEC y comprise).

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

Le bilan de cette quatrième année est jugé « positif », étant donné que le Projet a travaillé sur la création des conditions favorables pour le développement des relais opérationnels pérennes au « dispositif CdR », à savoir : la mise en place des instruments règlementaires et légaux qui s'imposent (arrêté de fonctionnement du CdR Haut Katanga signé) et, en aval, l'apport par les structures du monde du travail de leurs contributions (financières et/ou « en nature ») à cet effort des pouvoirs publics.

La fin des travaux de réhabilitation a permis au Centre d'Application Vyombo et Itima de commencer l'année scolaire 2017-2018 à plein régime.

Pour ce qui concerne la partie insertion socio-professionnelle, un groupe de plus de cent (100) bénéficiaires (lauréats 2015-2016) a été inscrit dans le processus d'accompagnement ISP (formation soft skills complétée) et 71 d'entre eux ont bénéficié d'un stage professionnel.

Il est également utile de signaler qu'environ 120 élèves lauréats des deux écoles transformées de Lubumbashi (en plus de celles inscrites dans l'ISP Centre de Ressources Haut-Katanga) ont bénéficié d'une formation « à distance » (dans la salle multimédia du Centre de Ressources Haut-Katanga) en alphabétisation informatique et obtenu leur certification (ICB).



1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

On estime que de bonnes conditions déjà réunies en 2016 (pour assurer les bases d'une durabilité effective d'un « dispositif CdR » très innovant pour la réforme et le développement de l'ETFP) n'ont pas pu se matérialiser pendant l'année 2017.

En effet même si la ligne budgétaire ETFP a été disponibilisée dans la nomenclature de la Province du Haut-Katanga et que le budget de fonctionnement CdR Haut-Katanga été voté par l'Assemblée Provinciale (en 2016), aucun budget de la Province n'a cependant été exécuté en faveur du CdR Haut-Katanga (justifié par un manque de trésorerie).

La durabilité des acquis de l'intervention s'énonce encore timidement (soulignée par un manque d'un lead véritable dans le Comité de Pilotage du Centre de Ressources Haut-Katanga).



En effet, l'instabilité des rapports institutionnels (remaniement de l'exécutif provincial) et le contexte politique global compromet à l'heure actuelle l'opérationnalisation effective du CdR Haut-Katanga. Il peut être noté la "bonne foi" des nouvelles Autorités démontrée à travers leur implication exemplaire pour l'aboutissement de ces démarches.

La collaboration avec la FEC Haut-Katanga devient de plus en plus effective et se manifeste par l'intérêt démontré pour une éventuelle gestion de la structure après la fin du projet.

1.4 Conclusions

Les faits marquants de l'année 2017 pourraient être synthétisés à travers ce qui suit :

- L'intérêt accru des entreprises dans le rôle qu'ils ont à jouer dans le cadre de leur responsabilité sociétale, vers le stage professionnel notamment (formalisation en cours avec des perspectives importantes en 2018) ;
- L'intérêt démontré par la FEC dans la future gestion du Centre de Ressources Haut-Katanga (ébauche de mémorandum d'entente en cours) ;
- Le Projet ISP « insertion socioprofessionnelle » mis en place par le Centre de Ressources Haut-Katanga (pour une meilleure employabilité axée sur les principes de la formation « non formelle ») continue à être pertinent au regard de ses premiers résultats, car des lauréats encadrés (environ 15 %) ont été retenus pour des périodes des stages supplémentaires.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p>Léonie MUYOMBE</p> 	<p>Lorenzo GIACOMIN</p> 

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

En vue de réussir la matérialisation du Plan d'Action Provincial de l'EPSP (PAPE) et ainsi mieux percevoir l'examen des enjeux et des défis du sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle, le Gouvernement Provincial du Haut-Katanga sous l'égide de ses Ministères Nationaux : EPSP-INC (et le nouveau Ministère ETP) a posé les bases d'une prise en charge mieux orientée de la réforme ETFP (réf. Rapport Résultats EDUKAT 2014, 2015 et 2016).

Le cadre macro-économique s'est stabilisé au cours du deuxième semestre 2017 ; après une année 2016 et un semestre 2017 difficiles avec une dépréciation significative du franc congolais par rapport au dollar US et la chute des cours des métaux.

Cette stabilisation a entraîné une progressive augmentation des offres d'emplois dans le secteur minier mais aussi chez les entreprises sous-traitantes.

La Convention de partenariat n° 004/2011 du 11/03/2011 "Adéquation Formation-Emploi" continue à être la base de cette recherche de PPP (accompagnée par une volonté d'une prise en compte de plus en plus effective de la « Responsabilité Sociale des Entreprises » – RSE.

Cependant, les services de l'administration du sous-secteur ETFP et du secteur privé n'ont pas encore intégré cette mutation conceptuelle exigée par la configuration de la gestion paritaire.

2.1.2 Contexte institutionnel

A signaler qu'en avril 2017, dans un contexte d'instabilité institutionnel au niveau National, le Centre de Ressource Haut-Katanga a pu obtenir son Arrêté de fonctionnement.

Pendant le second trimestre 2017, L'exécutif provincial de la Province du Haut-Katanga a vu le remplacement du Gouverneur Jean-Claude KAZEMBE par un Gouverneur intérimaire. Les affaires courantes se sont poursuivies pendant 5 mois dans les différents Ministère Provinciaux en attendant l'élection en novembre du nouveau Gouverneur, Son Excellence Célestin PANDE KAPOPO et de son exécutif.

C'est pour cette raison que la procédure d'agrégation légale du Centre de Ressources Haut-Katanga en Province (de la part du Gouverneur de Province) a pu seulement aboutir en novembre 2017. A comme conséquence, la légitimation de la démarche et l'opérationnalisation des activités planifiées.

Au cours de l'année 2017, le nouveau Ministère ETP National a continué son « lobbying » (commencé en 2016), afin de doter de services techniques l'Administration (PROVED ETP) les différentes provinces de la République. Ceci a créé énormément de tensions au sein des différents services de l'EPSP.

En 2017 comme en 2016, l'unique référent hiérarchique qui peut donner les orientations techniques (mise en œuvre de l'arrêté de transformation, création des Centres d'Application et Centres de Ressources) au décideur Provincial, demeure le Secrétariat-Général de l'EPSP.

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Au cours de l'année 2017 (avec les mêmes modalités de mise en œuvre conjointe cf. Rapport des résultats 2016), le Ministère en charge de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique du Haut-Katanga n'a pu organiser qu'une seule SMCL (au mois de mars 2017).

Il est à signaler que le contexte d'instabilité institutionnelle (2017) au niveau Provincial, a une fois de plus (la quatrième en 4 ans de mise en œuvre) ralenti, ou freiné le processus consensuel dans la procédure d'organisation du Centre de Ressources Haut-Katanga (cogestion de la structure public/privé).

Il s'avère qu'une seule réunion du Comité de Pilotage du Centre de Ressource Haut-Katanga a été tenue en 2017 (Février). En même temps, les référents (politico-administratifs) inscrits dans le ROI du CdR Haut-Katanga (et appelés à piloter la démarche) suite au changement de l'exécutif provincial sont appelés à des nouvelles fonctions (nouvel interlocuteur).

2.1.4 Contexte HARMO

Au cours de l'année 2017, le Projet EDUKAT a développé d'importantes actions de complémentarité avec le Projet PRELUB, notamment à travers la mise en place d'un chantier-école (techniciens SNEL et lauréats des écoles ETFP) dans le quartier Karavia en vue d'exécuter les raccordements des compteurs à prépaiement.

Pendant l'année 2017, des rapprochements avec l'USAID dans le cadre du Projet Accélère 2 (Pilotage) ont été opérés :

- Participation aux activités de planification stratégique et cycle de la dépense publique dans le domaine de l'Education et la consolidation du Plan d'Action Provincial du secteur de l'Education et de la Formation de la Province du Haut-Katanga 2017-2025 ;
- Capitalisation de l'outil de géolocalisation « carte dynamique » mise en place pour l'enregistrement des écoles techniques/entreprises (ex grand Katanga) et le bureau gestionnaire (dans le cadre du projet accélère 2).

Des échanges ont eu lieu avec le BIT au sujet du document de travail N° 209 Filières porteuses et emploi des jeunes au Katanga qui n'est pas encore publié³.

Il y a lieu de signaler également que des activités conjointes sur l'approche « Projet d'Etablissement » avec le PEQPESU (Projet Banque Mondiale exécuté au niveau National) ont également eu lieu. Le projet a été contacté par une mission de faisabilité de la Banque Mondiale avec comme thématique l'«emploi des jeunes ».

Le projet a participé aux journées sectoriels « Formation-Emploi » en Uganda et à une réunion d'échange/concertation thématique entre les programmes du secteur de l'ETP de la CTB-RDC.

³ Voir le lien <http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/working-papers/lang-en/nextRow--30/index.htm>.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale
Evolution de nombre d'élèves dans les filières des écoles Centre d'Application, écoles Transformée et écoles Affiliées (CdA Salama, Manika, Vyombo pour les filières Electronique, Electricité et Mécanique générale).	Effectif d'élèves entrants des filières appuyés (2013) 2517 élèves dans 6 filières porteuses	3081 élèves soit 18% D'élèves répertoriés dans les 6 filières porteuses ⁴ du Projet EDUKAT	2836 élèves 11% d'augmentation par rapport à l'année 2013. Non prise en compte les effectifs de SALAMA	5376 53% D'élèves par rapport à l'an 1 Avec les effectifs des CA pris en compte.	4908 élèves, soit 49% d'augmentation par rapport à l'année de base	Augmentation de 40%
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées.	0/262 0%	1/334 0.2%	1/363 0.2%	4/413 0.9% ⁵	60 filles pour 576 garçons dans les CA (10,4%) de proportion	Augmentation de 100%
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification.	262 sortants	334 (45 lauréats sélectionnés, soit 13,8%) ⁶	363 (90 Lauréats sélectionnés, soit 24,4%)	413 (135 lauréats sélectionnés, soit 32,5%)	632 (135 lauréats sélectionnés, soit 21,4%)	60% d'augmentation

NB : (extrait du Workplan Baseline) : Il est à signaler que certaines des filières retenues dans les écoles transformées ne concordent pas avec celles qui fonctionnent au sein de Centre d'application. De cette façon, les Centres d'application ne vont pas arriver à jouer le rôle leur dévolu (accompagnement à la transformation) et ainsi aider les écoles transformées à garantir la formation pratique requise pour les diplômés qui seront délivrés

⁴ Les six (6) **filières porteuses** concernent notamment : les filières électricité, électronique, mécanique-générale (qui intègre aussi les Machines-outils), mécanique-automobile, Construction et Agriculture.

⁵ Les valeurs reprises dans la Baseline et dans les années 2014/2015/2016 sont celles de Vyombo, Salama, Itima. A partir de 2017 les données statistiques des sortants de 4 écoles transformée et le 6 Centre Affilié seront prises en compte.

⁶ Ce pourcentage correspond à l'année de sortie des lauréats, c'est-à-dire, le rapport pondéré des 45 lauréats sélectionnés sur l'ensemble des sortants, soit 13.8%.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

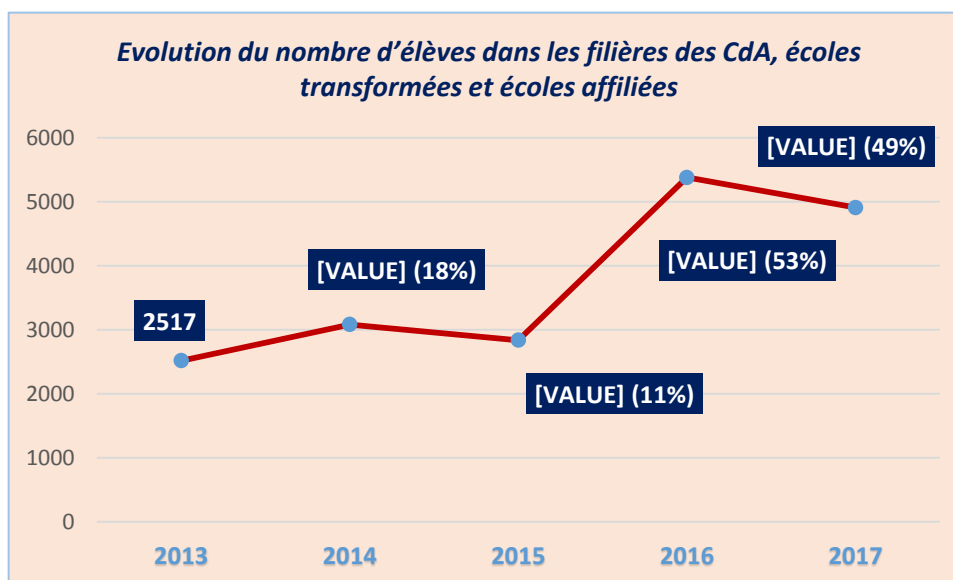
De manière indicative, à partir du tableau des indicateurs on sait situer les aspects qui démontrent l'avancée vers la consolidation de l'outcome assigné au projet.

Le tableau des résultats et le graphique ci-dessous illustrent bien une légère décroissance de la population scolaire par rapport à l'année précédente. En termes d'effectifs, si l'année dernière cette ascension de la population scolaire des écoles ETFP (écoles transformées, CA, CdA, CPS y compris) avoisinait déjà les 53%, en fin 2017 elle oscille aujourd'hui autour de 49% par rapport à la situation initiale.

Comparés à la situation de départ (Baseline), les score restent en général meilleurs que ceux attendus, parce qu'ils sont largement supérieurs à 40%, valeur cible de départ. La décroissance est pourtant manifeste lorsque l'on considère l'ensemble d'effectifs par rapport à l'année 2016.

Force est de constater qu'au regard des résultats de l'enquête on peut déduire qu'un grand nombre d'élèves (environ 8,7%) ont, soit, surtout pour les écoles transformées, changé d'écoles, ou l'ont simplement quittée. En outre, certaines écoles transformées organisent des filières non appuyées et n'ont pas d'équipements adéquats pour la pratique professionnelle.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'élèves dans les filières des CdA, écoles transformées et écoles affiliées





2.2.3 Impact potentiel

Le « dispositif CdR » est un réseau d'animation et d'appui en vue d'un système rénové d'ETFP qui a été mis en place pour répondre à la question de l'inadéquation encore criante entre la nature et la qualité des formations et les compétences professionnelles attendues par les entreprises.

Maintenant que l'antenne du CdR Haut-Katanga est opérationnelle (depuis novembre 2017), la maîtrise de l'ensemble du dispositif se fera au prix du renforcement des capacités des animateurs du CdR dans leurs relations avec les acteurs externes au secteur ETFP en privilégiant des stratégies de mobilisation et de partenariat avec le secteur privé.

En 2017, le CdR a déjà accueilli en son sein de nombreux candidats : 300 (120 élèves ETFP, 100 lauréats ETFP, 76 professeurs, artisans) bénéficiaires ont été pris en charge dans le cadre des missions qui lui sont assignées.

Quant au processus d'accompagnement des lauréats sortants des écoles ETFP à l'insertion socio-professionnelle, il a été mis en œuvre à travers l'implémentation de formations soft skills/pratiques et l'organisation des stages professionnels de caractère « non formels » (modulaires de courte durée) à dispenser en entreprises. La formalisation est en train de se mettre en place avec environ 200 stage en entreprises déjà négocié pour l'exercice 2018).

Notons entretemps qu'une série des outils sont standardisée dont Kat@cel qui met à disposition l'ensemble de toutes les informations inhérent le processus d'accompagnement mis en place par le CdR (voir les tableaux ci-dessous).

Figure 1 : L'outil de suivi du processus d'accompagnement des lauréats dans le CdR : Kat@cel

Rap

Rapport synthèse (Stage / insertion)					
CdA/Site	Année scolaire	Total lauréats	Stages effectués	Stage en Attente	Lauréats insérés
CdA Itima Kolwezi					
	2016	32	27	5	0
	2015	20	8	12	1
	2014	15	12	3	2
CdA Vyombo Likasi					
	2016	28	10	18	0
	2015	25	17	8	1
	2014	11	3	8	0
CdR Lubumbashi					
	2017	19	19		0
	2016	21	20	1	0

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale
Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application.	Néant	2/14 phases (14,3%)	8/14 phases (57%)	13/14 phases (92%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	Néant	4/14 phases (28,6%)	9/14 phases (64%)	12/14 phases (86%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans l'équipement de CdR	Néant	0%	1/3 phases (33%)	2/3 phases (67%)	3/3 phases (100%) ⁷	3/3 phases d'exécution correspondant à 100%
% des filières porteuses équipées dans les CdA (Vyombo et Itima)	Vyombo Itima Ecole du cinquantenaire	Itima : 0% Vyombo : 0%	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	6/6 filières, soit 100%
% des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses	Néant	0%	0%	0%	1/20 CA (0.2%) = Institut Mapendo à Kipushi	20/20 écoles affiliées

⁷ Note : 3/3 phases d'exécution correspondent à 100% de réalisation, la troisième phase a commencé avec la première livraison des équipements le 15/01/2018.

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvé par le secteur privé dans les CdR et CdA	Néant	22/45 (49%)	48/90 (53%) ⁸	34/135 (25%) ⁹	134/135 (99.3%)	135 lauréats
% des élèves certifiés dans les CdR	Néant	0%	3/45 (9%)	4/90 (4,4%)	5/135 (3,7%)	80% de 135 lauréats
Flux de fréquentation de formation pratique des élèves (f/h) des écoles Affiliés au CdA	Néant	0%	30% des finalistes	Itima : (0%) Vyombo : 274/320 élèves (85,6%)	Itima : (0%) Vyombo : 122/185 élèves (65,9%)	80% des finalistes
Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%.	Néant	0%	186/240 (77%)	N/A ¹⁰	29/64 (39%)	178 Professeurs
NB : Les données sur les formations pratiques ont été fournies sous l'année 2017. En outre, 43/54 inspecteurs ont été formés sur le PAC ₇ . Les formations des enseignants par les Inspecteurs sont quant à elles programmées pour 2018.						

⁸ Les 37 élèves font allusion aux 22 élèves de 2014 et 15 lauréats qui se sont ajoutés en 2015.

⁹ Compte tenu du fait que le processus d'accompagnement est en cours, les lauréats sont en train d'être présélectionnés pour l'année 2017.

¹⁰ En collaboration avec Syntra, le Chargé de la Pédagogie a revisité les référentiels des compétences d'électricité et électronique sont en cours d'élaboration afin de programmer les formations en 2017.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹²	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Outputs1				
Arriver à avoir le statut Juridique CdR Katanga				
Signer les contrats pour l'achat des équipements CdR/CdA				
Réceptionner les équipements nécessaires à la modernisation des filières du Centre de Ressources Haut-Katanga				
Réceptionner les équipements des filières retenues pour le CdA Vyombo et Itima				
Faire la réception provisoire de la construction du Centre de Ressources Katanga				
Faire la réception provisoire des réhabilitations des CdA Vyombo et Itima				
Refournir les CdA en consommables				
Identifier les 15 écoles Affiliées qui seront intégrées au dispositif d'amélioration de la qualité Centre de Ressource Katanga				
Recruter les techniciens pour le Centre de Ressources				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (technique)				
Former les professeurs du CdA et écoles Affiliées dans la filière électricité				
Définir l'Ingénierie de formation à mettre en place dans le CdR Katanga				
Identifier les équipements nécessaires dans les filières des écoles affiliées				
Mettre en place la maintenance curative et préventive pour les équipements des filières appuyées dans les CdA et CA				
Avoir les espaces de formation pour les filières mécanique auto et électricité dans l'école de Cinquantenaire de Kasenga				

- ¹²A : Les activités sont en avance
 B Les activités sont dans les délais
 C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Une évolution nette a été enregistrée dans les aspects clés du résultat 1 parmi lesquels :

- L'acquisition d'un arrêté de fonctionnement du CdR (en Avril 2017) ;
- La signature des contrats pour l'achat des équipements du CdR/CdA ;
- L'approvisionnement des Centres d'Application en consommables nécessaires à la formation pratique des élèves ;
- La mise en place au sein des CdA des outils nécessaires à la gestion de la maintenance (inventaires et fiches de stock) ;

En 2017, le volet de la mise en œuvre des équipements, a connu des avancées considérables en ce sens que toutes les phases d'exécution ont été atteintes (soit 3/3 phases) mais leur réalisation est estimée à 70% d'équipement acquis au CdR.

Concrètement et au vu du contexte actuel, certains des équipements acquis ont déjà été réceptionnés dans les écoles appuyées, notamment l'ITIMA à Kolwezi ainsi qu'au niveau du CdR Haut-Katanga)¹¹. D'autres items sont encore soit au niveau des services

¹¹ Voir Procès-verbal de réception, par Maison Horizon Technics, Container n° CMAU4535920, pour réception CTB Logistique EDUKAT, Lubumbashi, 24 Janvier 2018 et Contenaire n° ECMU4668119, Lubumbashi, 27 Janvier 2018.

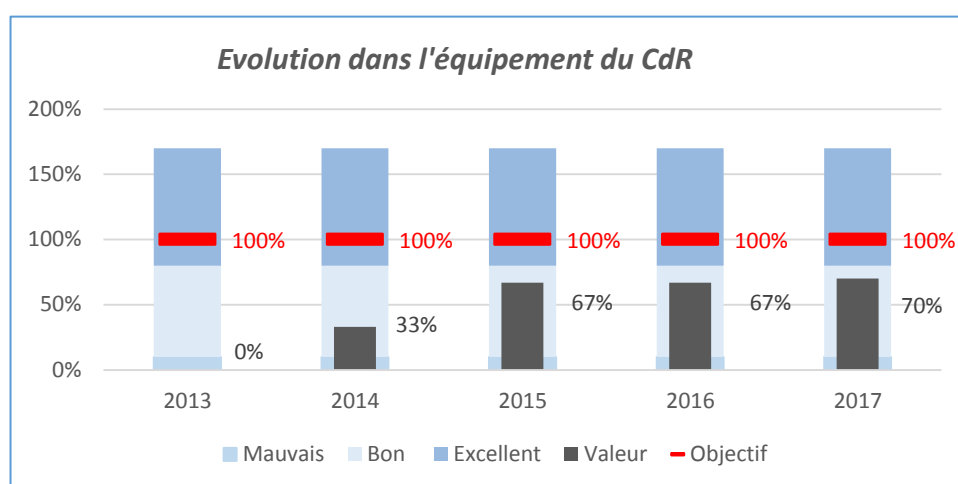
douaniers ou en cours d'expédition. Une fois tous les équipements réceptionnés, il sera question de leur installation et de la formation des utilisateurs (professeures et techniciens du secteur privé).

Il est important de mentionner qu'il existe un outil D4D développé par un établissement appuyé, utilisé pour le suivi de gestion de stock et de la maintenance des équipements (Logesseq).

Dans le domaine des infrastructures, les travaux de réhabilitation envisagés au niveau des écoles affiliées ont atteint la phase :

- Finale pour les travaux à exécuter sous forme de chantier école dans l'école du Cinquanteaire de Kasenga (100%);
- La sixième phase pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'Institut Kilima (lancement du Dossier d'Appel d'Offre en décembre).

Graphique 2 : Evolution dans l'équipement du Centre des Ressources Haut-Katanga



L'indicateur : « Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliées transformées au CdA », a connu une légère régression, il a donc décru de près de 20% par rapport à l'année dernière suite à la baisse du taux d'inscription des élèves dans les filières techniques des CA, cause qui a négativement impacté la participation de ces derniers aux formations pratiques organisées par le CdA Vyombo.

Le constat que pareilles formations ne sont pas retenues dans le CdA de l'Itima au regard des CA qui n'organisent pas les mêmes filières porteuses que celles appuyées par le Projet EDUKAT, explique la valeur nulle (0%) qui se rapporte à cet indicateur pour le cas de l'Itima depuis leur affiliation au CdA.

L'indicateur « Nombre de professeurs, participant à la formation des formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initial de 15% », les données récoltées pour la filière électricité (domestique et industrielle) traduisent un score faible, notamment 39% (25/64 participants sur les 88 participants attendus) de réussites (contre 61% d'échec) au test pratique.

Il sied également de noter que 43 Inspecteurs ont été formés sur la formulation des objectifs pédagogiques SMART (PAC₇).

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP.										
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Valeur Cible 2017	Valeur année 2017	Cible finale
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	164000 Euros
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	112.000\$, Budget provinciale voté-prévisions 2016 ¹² , soit 47,4% de contribution.	0%	0%	164000 Euros
Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA	0/4	0%	0%	2/4	2/4 (50%)	4/4	2/4 (50%)	4/4	3/4 (75%)	4/4
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA	0/20	0%	0%	4/20	9/20 écoles (45%)	20/20	9/20 écoles (45%)	20/20	9/20 (45%)	20/20
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0/4	0%	0%	2/4	3/4 (75%)	4/4	3/4 (75%)	4/4	3/4 (75%)	4/4
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0/20	0%	0%	5/20	6/20 (30%)	20/20	11/20 (55%)	20/20	12/20 (60%)	20/20
Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	Néant	8/8	5/8 (62,5%) ¹³	8/8	5/8 (62,5%)	8/8	4/8 (50%)	8/8	4/8 (50%)	8/8
Nbr des fonctionnaires ayant participé aux formations qui ont amélioré le score du test de 15% sur le total des participants	Néant	0%	0%	0%	102/105 participants (97%) ¹⁴	0%	133 participants ¹⁵	0%	325 (80%)	178
NB : Les formations des fonctionnaires ont eu lieu. Cependant, la cotation est obtenue par triangulation entre les cotes du Pré et post test ainsi qu'une cotation obtenue à l'issue de l'accompagnement qui prend de 2 à 6 mois selon les thèmes, notamment, le PAC en conduite des réunions déroulé en 2016. L'accompagnement sur le PAC en classement et archivage ayant eu lieu vers le dernier trimestre de 2016, la moyenne globale ne peut être obtenue que vers le mois de mars 2017 et sera alors intégré dans les rapports futurs.										

¹² Note : 112.000\$ = 104.546.400 CDF (taux de 933.45 en CDF) et 164000 € = 220.458.132 CDF, cour de change du 23/01/2017, qui correspondent donc à 47,4% de contribution pour le Secteur Public, soit 104.546.400/220.458.132 * 100. Source : Fiche de Dépouillement des Dépenses-Exercice 2016 pour la Province du Haut-Katanga. Il est toutefois important de signaler de ce budget a été voté par l'Assemblée Provinciale mais pas insérée dans le circuit des Dépenses Publiques provinciales.

¹³ Selon l'IPP chargé de l'ETFP, il s'agit de 4 inspecteurs au Haut-Katanga (1 en Mécanique-Générale, 2 en Electronique et 1 en Agriculture et 1 seul en Electricité au Lualaba qui vient d'être muté au Haut-Lomami, d'où, les 40% de 2016. Bref, la cible finale serait normalement de 8 Inspecteurs par ce qu'on devrait normalement en avoir aussi 4 pour le Lualaba.

¹⁴ Source : Rapport final du PAC en « Communication et Animation des réunions » -CEMA, Mai 2016.

¹⁵ En attente du Rapport final d'évaluation du PAC sur le « Classement et l'Archivage » qui sera produit par CEMA.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹⁶	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Avoir sur le compte dédié (au niveau du Ministère Provincial du Budget) le budget pour le Centre de Ressources Haut-Katanga, année 2016				
Avoir les manuels de gestion (admin/fin) pour le Centre de Ressources Katanga I				
Faire la mise à jour de la carte dynamique avec la FEC				
Avoir un répertoire des besoins en main d'œuvre qualifiée par catégorie fonctionnelle (FEC)				
Accompagner le Pilotage de l'Adéquation/formation (Comité de Pilotage CdR Katanga)				
Accompagner le dialogue multi acteurs (Comité de concertation locale)				
Accompagner la mise en œuvre du PAPE ETFP				
Accompagner la mise en œuvre du plan de renforcement des services compétente Katanga I et IV (volet unité des formations)				
Accompagner la mise en œuvre du plan de renforcement des services compétente Katanga I et IV (volet équipements, bureautique, énergie)				
Mettre en place les outils des gestions dans le CdA Vyombo et Itima				
Avoir un Projet d'établissements pour le CdA Vyombo Itima				
Avoir un projet d'établissements pour chaque école affiliée au Centre de Ressources Katanga				
Avoir terminée l'affiliation des écoles au Centre de Ressource Katanga				

2.4.2 Analyse des progrès réalisés

Pour assurer la durabilité au CdR Haut-Katanga, les Acteurs gouvernementaux et de l'Administration provinciale s'étaient déployés (à partir de juin 2016) pour s'assurer que les frais de fonctionnement et les textes juridiques nécessaires seraient disponibles pour débloquer une mise à disposition des fonds pour le CdR.

C'est dans ce cadre qu'un budget avait été voté (en 2016) pour l'année 2017 par l'Assemblée Provinciale (le compte provincial étant déjà opérationnel) et que des échanges entre le niveau National (Ministère EPSP-INC et ETP) et le Ministère Provincial sur le contenu des textes juridiques nécessaires pour permettre aux différents organes de se mettre en place ont eu lieu.

Malheureusement, malgré les efforts fournis pour décrocher (voté par l'Assemblée de la Province du Haut-Katanga) un budget à affecter à la ligne budgétaire ETFP, au cours de l'année 2017 le problème de son exécution (en faveur du CdR) est resté sans réponse (il a été évoqué un manque de trésorerie).

La collaboration avec la FEC initiée en 2016 à travers une Convention de Subsidés (dans l'amélioration du recensement/exploitation des données statistiques des entreprises), a apporté en 2017 des données cohérentes avec les besoins en formation (<http://www.fec-rdc.com/index.php/12-derniere-publication/189-rapport-de-l-etude-sur-les-besoins-en-main-d-oeuvre-des-entreprises-etude-bmo-2016-2017>).

La FEC a manifesté son intérêt à s'impliquer avec la Province de Haut-Katanga dans la gestion du CdR Haut Katanga.

Les mêmes entreprises ont manifesté l'intérêt dans la mise en œuvre des futures actions à entreprendre dans le cadre de leur responsabilité sociétariaire (loi de la sous-traitance), notamment dans

¹⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

l'accueil des lauréats au stage professionnel.

De manière synthétique et sur base des questionnaires d'enquête, des avancements ont été enregistrés dans les différents volets du résultat 2, à savoir :

- Une appropriation de plus en plus perceptible de la part des services de l'EPSP de la nécessité des collaborer avec les Entreprises dans le cadre de la convention partenariat public-privé (concertation/formation/financement) avec la FEC. Néanmoins les capacités de prospection des Centre d'Application vers le secteur privé en vue de la négociation d'une demande/obtention de stage scolaire reste encore très timide (très peu de conventions) ;
- La carte dynamique EPSP-INC/FEC, mise en place en 2014 et gérée par le service statistique de la Direction Provinciale de l'EPSP, devient un instrument riche en informations et capable de faire un Matching dans les différents bassins d'emplois entre les entreprises (demandeurs d'emplois) et les écoles ETFP environnantes ;
- Une appropriation de plus en plus perceptible des outils de gestion organisationnelle, financière et administrative, de la part des Centre d'Application ;
- Le commencement de la réorganisation des fonctions inscrites dans les organigrammes des écoles ETFP (organiser les services admin/fin, logistique, accompagnement socio-professionnel) de la part des Préfets des Centres d'Application ;
- L'amélioration de la gestion du patrimoine dans le Centre d'Application notamment en matière de valorisation des espaces de formation et de sécurisation des biens) ;
- Une bien meilleure compréhension par les COPAS et COGES¹⁷ des écoles ETFP de l'importance d'allier les besoins du fonctionnement et l'actualisation des consommables (rationalisation des ressources au bénéfice de la qualité de la formation pratique).

Dans le volet Gouvernance des écoles, il se dégage, à travers les activités participatives sur l'élaboration des projets d'établissement que l'implication des COPAS/COGES dans la programmation est devenue plus interactive et conduit à une meilleure organisation de la formation et de la gestion des écoles (cf. check-list à l'occasion du monitoring).

Dans le volet plan de renforcement des services compétents Katanga I et IV (géré en collaboration avec l'Antenne PRECOB) 325 personnes (dont 75 femmes) ont été formées en 5 différents PAC (parcours d'acquisition des compétences).

¹⁷ Comité des Parents et Comité de Gestion des Ecoles

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total.	Néant	0%	Stage Professionnel : 22 élèves des 45 sélectionnés soit (49%) Stage scolaire : 325 sur un total de 332 sortants 2013-2014, soit (98%)	Stage professionnel : 15 élèves des 45 sélectionnés (33,3) stage scolaire : 411 sur un total de 413 sortants de 2015, soit 99,5%)	80 élèves des 90 sélectionnés sur un total de 411 sortants de 2016, soit 19,4%)	80% des finalistes des CdA et CA
Le degré d'insertion à l'emploi (Nombre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nombre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE).	2.3%	13,6% (3 insérés/22 accompagnés des 45 lauréats sélectionnés).	4 insérés/67 accompagnés des 90 lauréats sélectionnés). 5,9%	N/A	22 insérés sur les 134 lauréats accompagnés du lot des 135 sélectionnés, soit (16,4%)	100% de 135
Nombre de jeunes accompagnés pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	Néant	0%	0%	0%	20%	X nombre (avec 40% des sortants confondus)
Nombre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	0/4	0%	2/4 (50%)	2/4 (50%)18	3/4 (75%)	4/4
Nombre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	Néant	0%	1/3 (33,3 %)	1/3 (33,3 %)19	1/3 (33%)	3/3 initiatives

- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

2.5.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ²⁰	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Identifier les modules pratiques à développer (outputs de l'accord de subvention avec la FEC).				
Accompagner les différents types de stage (stage scolaire et stage professionnel) au sein des CdA.				
Implémenter les guides des stages dans le CdA Vyombo et Itima.				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (savoir être).				
Rendre opérationnel Kat@cel dans le CdA Vyombo et Itima.				
Accompagner dans la recherche d'emploi les lauréats issus des CdA Vyombo et Itima.				
Accord de financement pour filière agricole dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga (HPP Congo).				

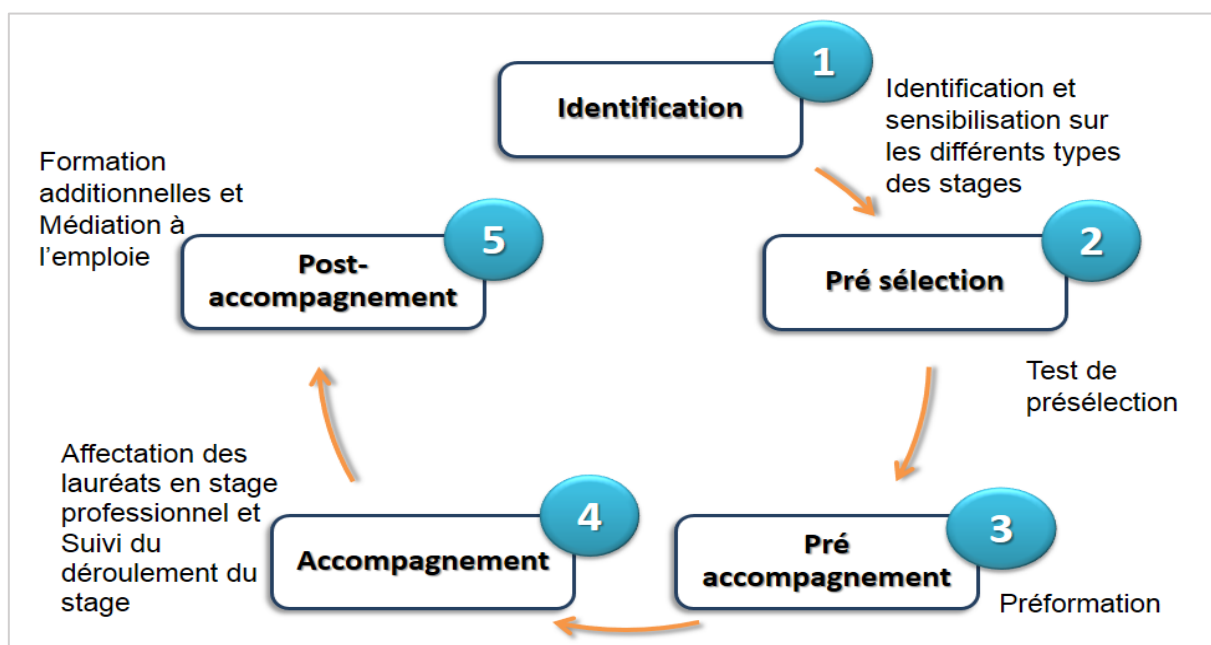
2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Au cours de l'année 2017, le Centre de Ressources Haut Katanga, à travers son Chargé de l'Insertion Socio-Professionnelle et du Chargé de Relations avec le Secteur Privé, ont pu assurer l'accompagnement de 134 lauréats.

D'une manière générale, 21 du lot de ces lauréats (déjà en phase 5 de leur accompagnement) sont en formation additionnelle et médiation à l'Entreprise Congo-Equipement (CAT), dont 9 à Lubumbashi et 12 à Kolwezi ; 20 lauréats sont en stage professionnel à la Société Nationale d'Electricité de Lubumbashi, 13 apportant leur contribution dans l'exécution des travaux de construction d'un hangar du chantier-école du cinquantenaire de Kasenga et les 80 autres lauréats restants ont bénéficié de la formation softskills sont déjà passés des phases 1 à 4 (voir le processus d'accompagnement ci-dessous).

Dans son volet D4D le CdR en 2017 a accueilli 120 élèves ETFP (toutes filières confondues) pour la certification ICB ST Fondation. Dans le même sens, des formations MOOC (Corporate) sont mises à disposition des lauréats désireux d'approfondir leur connaissance technique.

Figure 3 : Le processus d'insertion socio-professionnelle au sein du CdR



Il est utile de mentionner dans ce rapport 2017 le cas de prolongation des stages professionnels, à l'instar des entreprises qui ont demandé de prolonger les stages de certains lauréats d'un, voire de deux mois et se présente sous forme de contrats temporels.

Nous devons signifier que ces lauréats en prolongation de stages sont perçus dans le cadre de notre accompagnement comme des travailleurs à part entière du fait que les entreprises ont expressément formulé le besoin de récupérer ces derniers comme des tâcherons de manière assez continue. Dans ce lot nous pouvons compter 17 lauréats dont 5 chez GPM à Kolwezi, 10 à la SNEL-Lubumbashi et 2 à Ruashi Mining-Lubumbashi.

2.5. Thèmes transversaux

2.5.1. Genre

A travers les questionnaires d'enquête administrés en décembre 2017, il a été noté une croissance de l'intérêt des familles à ouvrir l'accès aux filières techniques à leurs enfants/filles (augmentation effective des filles entrantes).

Il faut noter que bien que les filles ne soient pas proportionnellement aussi bien nanties que les garçons en termes d'effectifs, on remarque que la proportion des sortantes (filles) s'est accrue par rapport aux deux précédentes années et laisse entrevoir une ascendance de 2,4% en 2016 à 10,4 % en 2017.

Il est utile de mentionner que dans son plan d'action 2017/2018 (pour l'année scolaire 2017-2018), le CdR Haut Katanga a intégré l'appui à 14 écoles techniques, afin de les aider à insérer dans leurs prévisions budgétaires et planifications via leurs horaires (moyennant formation et mise à disposition du matériels didactique), les cours incluant les thèmes transversaux (genre, VIH, droit de l'enfants, environnement).

Pour étayer cet aspect, notons que les activités culturelles spécifiques au « genre, VIH, droit de l'enfant » ont été développées en collaboration avec la Maison Safina en faisant participer le groupe théâtral des écoles ETEP au Festival théâtral entre écoles FETHESCO.

Le constat fait est que la plupart des jeunes sont aujourd'hui inconscients de l'effet des normes de genre sur leur vie ou du fait que les disparités de genre ont été créées par la société qui nécessite de pouvoir les changer.

En outre, comprendre que les disparités de genre sont l'œuvre de la société et qu'elles sont modifiables est un facteur clé pour un changement social dans notre façon de vivre et un impératif dans la prévention de la violence basée sur le Genre en milieu scolaire.

Quant au volet VIH/SIDA, les modules de formation ont été élaborés pour rendre cette thématique pratique pour les enseignants des écoles techniques et leur inciter à adopter un comportement responsable face à leurs apprenants.



2.5.2. Environnement

Pour assurer la promotion des droits nouveaux et guider les écoles ETFP vers le recours aux ressources notamment renouvelables et inépuisables, le Projet a veillé à prendre en compte des aspects environnementaux dans toutes les étapes de gestion des ETFP et dans la définition des besoins relatifs aux infrastructures.

Afin de mieux gérer les ressources énergétiques et éviter de demeurer dépendants des services de la SNEL (dysfonctionnement chronique), il a été intégré dans l'approche la possibilité d'utiliser l'énergie solaire en complément/substitution de l'énergie électrique en créant une filière spécifique (en plus que doter le CdR Haut-Katanga de 6KV photovoltaïque).

Une campagne de sensibilisation sur le Kit4Africa (photovoltaïque) a été organisée au profit des visiteurs (environ 2500) à l'occasion du Salon de Métiers et Formation organisée en novembre.

La protection des infrastructures contre les effets des orages/eau drainage à travers la plantation de végétation ainsi que l'exploitation des eaux issues de la toiture et des installations diverses pour des besoins multiples est aussi une stratégie usitée dans les chantiers en cours.

2.6. Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Le comité de gestion et de parents n'arrive pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables)	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Proposer une grille de répartition et mener des activités avec les comités des gestions des écoles	UCOP EDUKAT	Fin 2018	Une checklist avec les outils de gestion en mettre en place est disponible (y compris la grille de répartition budgétaire). Les sensibilisations/formations au profit des comités de parents sont en cours via les séances sur le projet d'établissement	En cours
Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents ne sont pas affectés	01/04/2014	OPS	High	Medium	High Risk	Utiliser l'analyse organisationnelle pour faire du plaidoyer. Organiser des activités participatives afin d'identifier le setup des RH par rapport l'organigramme des écoles Affecter les RH pour l'accompagnement des lauréats (UFE)	UCOP EDUKAT	Fin 2018	L'analyse organisationnelle des services compétents finalisée en 2014 montre la carence des inspecteurs spécifiques au domaine technique (plaidoyer vers le SG en cours). La note technique sur le management scolaire a été transférée au PROVED (proposition du set up des RH au sein des CdA). Une proposition d'organigramme y compris la fonction du chargé de l'ISP a été transférée au PROVED	En cours
La qualité des formations additionnelles et les stages en entreprise (CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents	UCOP EDUKAT	Fin 2018	Le besoin en compétence additionnelle (suite au stage professionnel à l'entreprise) pour les 48 lauréats est disponible. Une BDD des techniciens compétents est en train d'être référencée. 20 lauréats sont en train d'être placés en stage professionnel	En cours

Le budget 2017 voté à l'Assemblée Provinciale n'est pas exécuté	26/06/2017	DEV	Medium	High	High Risk	S'assurer que la dépense puisse être classée prioritaire pour la Province	UCOP/RR	Fin 2018	Appui par le Projet au Ministère provincial (avec Accélère 2) à toute démarche pouvant activer la chaîne de la dépense au niveau du gouvernorat ; Solliciter l'intervention de la Représentation pour avoir la suite de la lettre du ResRep adressée aux deux Gouverneurs en mai 2017 ;	En cours
Les DAO planifiés prennent des retards dans le lancement/analyse/attribution - délai de livraisons comptant	26/06/2017	OPS	Medium	High	High Risk	Centraliser le traitement des différents dossiers MP directement à partir de la cellule MP Kinshasa	RR	Fin 2018	Une partie du travail est fait a niveau du projet (avec des implications sur la réalisation/organisation d'une partie du travail ex PV d'analyse) et une autre partie du travail est fait au niveau de la cellule MP qui prend la responsabilité (ex refaire le PV et contrôler le travail fait) avec des implications financières qui ont des retombée sur le budget du projet ex facturation des frais de fonctionnement de la cellule (double financement et traitement des dossiers très lent)	En cours
Retard dans l'octroi de prime provincial (inscrit dans la commission d'affectation) au profit du personnel du CdR (rémunération dégressive à partir d'avril la prime accordée par Enabel sera de 25% du barème Mbody)	31/12/2017	DEV	High	High	Very High Risk	Garder la position du projet vise à vis des accords pris en 2015 ; Trouver autre source de financement en province du secteur privé or autres bailleurs de fond	RR	Q2 2018	Le budget voté pour 2017 n'a pas été exécuté (la requête introduite en juin 2017 n'as jamais été soldée). Le CdR démarre donc sa première année d'activité sans aucun fonds propre.	

3. Pilotage et apprentissage

3.5. Réorientations stratégiques

Sur base des acquis de la réorientation stratégique proposée en 2016 (travailler sur un nombre limité des écoles se concentrer sur le processus ISP mis en place par le CdR Haut-Katanga en impliquant la société civile) et le retard accumulé dans les engagements planifiés en 2017 (indépendamment du projet) le projet reste aligné aux attentes de son objectif spécifique et général.

Cependant dans un souci d'efficience/durabilité des investissements (en bien et transfert des compétences au cadre organique du CdR) opérée (dans la mise en place d'un dispositif ETFP innovante), la date butoir assignée à la fin des activités du projet (décembre 2018) reste très contraignant dans le sens où :

- Plusieurs engagements attendus en Q4 2017 (environ 800.000 euro voir RDC1216911-15 et RDC 1216911-16) sont rapporté en Q2 2018 voir certaines d'autre encore à lancer (Convention de Subside avec société civile, marché des équipements pour compléter les dotations) ;
- La vraie collaboration avec le secteur privé/public vient de commencer (un premier mémorandum sera proposé en occasion du Comité de Pilotage CdR planifié en Q1 2018).

3.6. Recommandations

- Mobiliser l'expertise présente au sein du Projet EDUKAT pour accompagner le fonctionnement du Centre de Ressources dans une optique de transfert de compétences (gestion admin fin, logistique, RH, infra/maintenance, ISP) ;
- Produire un mémorandum d'entente entre la Province et la FEC pour la future gestion du CdR Haut Katanga (modèle de contrat de gestion) ;
- Etudier la possibilité d'intégrer au dispositif de formation CdR Haut-Katanga le concept de chèque formation « voucher » ;
- Continuer à accompagner les Unités Formation Emploi (UFE) dans les Centres d'Application pour appuyer et impliquer les Services et la direction au projet ISP mis en place par le CdR Haut-Katanga (démarche inclusif et pas délégué seulement au CdR) ;
- Avec l'appui du Chargé de l'Insertion Professionnelle, former un noyau (« On the Job Training » - OJT) chargé d'appuyer des UFE d'autres écoles techniques ;

Recommandations	Acteurs	Date limite
- Négocier avec HQ et DGD la possibilité d'une extension du projet au-delà de 2018 moyennant la prolongation de la CS (recommandation inscrite dans la note de position validée en 2017) ;	RR	Q2 2018
- Dans le cas échéant d'un non prolongation de la CS envisagé une Convention de Subside (pour l'année 2019) qui puisse être stipulée directement avec le CdR Haut Katanga et une expertise technique hors projet EDUKAT à y affecter pour une durée d'au moins 1 an ;	RR	Q4 2018
- Accélérer le traitement des dossiers d'engagement lancé en 2017 ;	RR	Q1 2018

3.7. Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
L'appropriation du processus ISP mise en place par le CdR est passée par une implication accrue de la FEC.	RR
Les bonnes conditions réunies pour assurer une durabilité effective du processus d'accompagnement a commencé à produire ses effets (augmentation de la période en entreprise au-delà du stage professionnel).	RR
Les activités de sensibilisation faites à travers le théâtre ont eu une influence positive sur la proportion des filles dans les filières techniques.	RR
Le concept « chantier-école » (une activité innovante qu'il faut capitaliser et qui se traduit par la bonne acquisition des compétences de la part des lauréats), outil qui rentre dans un contexte « value for money ».	RR
Le secteur privé reste partenaire privilégié dans le dialogue politique provincial en vue de la durabilité du CdR	Autorité provinciale

4. Annexes

4.5. Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
X	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.6. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL demandent au Ministère en Charge de l'Éducation et de l'énergie de donner à la SNEL l'autorisation pour le raccordement de l'école du Cinquantenaire de Kasenga	Oct-15	PV SMCL	CABINET PROVINCIAL	Donner autorisation à la SNEL de procéder au raccordement de l'école du Cinquantenaire de Kasenga	UCOP	Q1-2016	En cours, la procédure d'une prestation par un tiers est lancée auprès des Services ACHATS & Logistique (déc. 2017). Aucune suite de la part du Ministère	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent aux PROVED de veiller que l'Inspection Provinciale de l'EPSP puisse mettre à disposition un nombre suffisant d'inspecteurs dans l'accompagnement des cellules de base mises en place au sein des deux CdA;	Oct-16	PV SMCL	PROVED	Disposer du profil professionnel des inspecteurs (par type de filières) chargés du suivi de la cellule et de la formation dans les deux CdA	IPP	Q1-2017	Informations en train d'être répertoriées au niveau de l'inspection	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique d'entrer en contact avec la SNEL afin d'obtenir l'autorisation pour les raccordements de l'École de Cinquantenaire de Kasenga ;	Oct-16	PV SMCL	CABINET	Introduire la demande de raccordement auprès de la SNEL et du Ministère Provincial de l'énergie	CABINET	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat. En attente de réponse	OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au Division Provinciale de Haut Katanga et Lualaba d'initier la procédure auprès de la SNEL afin que le frais du devis, d'abonnement et de la caution pour le raccordement du Centre de Ressource Haut - Katanga (au sein de l'Institut Kilima), de l'Institut ITIMA à Kolwezi et de l'Ecole du Cinquantenaire de Kasenga puissent être pris en charge directement par le gouvernement Provincial (Haut Katanga et Lualaba) ;	Oct-16	PV SMCL	DIVISION HAUT KATANGA et LUALABA	Initier la procédure auprès de la SNEL et du Ministère Provincial de l'Energie via le Gouverneur de Province	PROVEDs	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat. (Procédure MP lancée)	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique de Haut Katanga des coordonner les actions nécessaires à l'obtention des poteaux électriques à utiliser pour l'électrification l'école du Cinquantenaire à Kasenga ;	Oct-16	PV SMCL	CABINET	Disposer de poteaux électriques pour l'électrification de l'école du Cinquantenaire de Kasenga	CABINET	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat. En attente de réponse	OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED qu'une fois l'Arrêté portant fonctionnement du Centre de Ressource Haut Katanga est signée c'est alors que les commissions d'affectations pour les 11 postes restants pourront être signées	Oct-16	PV SMCL	PROVED	Mettre en place la commission d'affectation des restants 11 poste à pourvoir dans le CdR Haut Katanga	CABINET+PROVED	Q1-2017	Draft Arrêté portant fonctionnement CdR Haut-Katanga en train d'être débattu entre PROVED-IPP-SG- Ministère Provincial et Ministère National	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED de faire le nécessaire afin de négocier avec la SONAS une assurance qui couvre aussi le risque d'accident dans les cas de stage professionnel ;	Oct-16	PV SMCL	PROVED	Négocier les tarifs à appliquer dans le cadre d'une assurance pendant une stage professionnel	PROVED	Q1-2017	Négociations en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED du Lualaba de faire un suivi rapproché des actions envisagées dans le projet d'établissement de l'Institut Technique ITIMA et de faciliter les actions envisagées pour la finalisation des 2 autres projets d'établissement en cours dans la Province du Lualaba;	Mars-17	PV SMCL	PROVED	Organiser des séances de travail avec les responsables des écoles	PROVED	Q3-2017	Pour ITIMA réalisé pour les autres écoles pas d'avancement	ONGOING

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent aux PROVED Haut Katanga et Lualaba de proposer à la prochaine SMCL un dispositif palliatif capable de combler l'insuffisance des inspecteurs dans les filières de l'enseignement technique ;	Mars-17	PV SMCL	PROVED	Affecter des professeurs/techniciens thématiques au moment des examens pratiques	PROVED	Q2-2018	Le bilan des compétences pour les professeurs d'électricité domestique et industrielle est disponible	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED Haut Katanga de poursuivre les démarches pour remédier aux erreurs survenues lors du processus de mécanisation de professeurs de la filière agricole de Kasenga.	Mars-17	PV SMCL	PROVED	Réintroduire les dossiers au niveau du SECOPE	PROVED	Q3-2017		ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent aux deux Ministres Provinciaux (Lualaba et Haut Katanga) de s'assurer de la réponse réservée à leurs lettres adressée aux gouverneurs ;	Mars-17	PV SMCL	CABINET	Réponse des Gouverneurs	CABINET	Q2-2017		OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP de lancer le marché public pour l'achat des équipements nécessaires aux raccordements en électricité du Centre de Ressource Haut Katanga, de l'école du Cinquantenaire de Kasenga et de l'Institut Technique ITIMA (l'attribution pourra se faire à partir du moment où les gouverneurs de province auront conclu l'exonération avec la SNEL).	Mars-17	PV SMCL	UCOP	Publication DAO	UCOP	Q3-2017	En cours, la procédure d'une prestation par un tiers est lancée auprès des Services ACHATS & Logistique (déc. 2017).	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministre Provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de s'assurer que les 55.000.000 CDF inscrits dans leurs listes d'engagements trimestriels prioritaires puissent être disponibles sur le compte Provincial du Centre de Ressources ;	Mars-17	PV SMCL	CABINET	Formalités pour exécuter le budget 2017 accomplie	PROVED CN	Q4-2017	En attente	OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de rencontrer ses homologues du budget et de finance afin d'entamer la démarche administrative pour alimenter le compte CdR Haut Katanga (ouvert à l'ECOBANK/LUBUMBASHI) à partir du compte principal du trésor Public.	Mars-17	PV SMCL	CABINET	Rencontre avec Ministre Provincial du budget	PROVED CN	Q3-2017	En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP de produire une note technique sur le système « voucher » à mettre en place qui devra tenir compte des prestataires des services dans le domaine de la formation professionnelle disponibles dans le champ de mise en œuvre du CdR Haut Katanga ;	Mars-17	PV SMCL	UCOP	Définir le concept de voucher dans une note technique	UCOP	Q3-2017	En cours	ONGOING

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les Membres de la SMCL insistent que l'UCOP maintiennent le principe d'un Fonds d'appui à l'initiative des jeunes pour le micro-entreprenariat car c'est également une voie ISP dans l'auto-emploi.	Mars-17	PV SMCL	UCOP	Inscrire dans la note voucher des formes de financement au profit de l'auto-emploi	UCOP	Q3-2017	En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED et au Ministère Provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de faire le nécessaire afin de négocier avec la SONAS une assurance qui couvre aussi le risque d'accident dans les cas du stage professionnel et de l'inscrire dans le frais de fonctionnement du CdR Haut-Katanga ;	Mars-17	PV SMCL	PROVED	Négocier les tarifs à appliquer dans le cadre d'une assurance pendant une stage professionnel des lauréats de l'ETFP	PROVED	Q4-2017		OPEN
Les Ministères Provinciaux de l'Enseignement doivent saisir davantage le Programme Etudes et Expertises pour des demandes d'expertise perlée ponctuelle afin de répondre aux besoins d'appui à EDUKAT en raison des limites budgétaires de ce dernier ;	Mars-17	PV SMCL	CABINET	Requêtes ponctuelles pour des éventuelles études/Expertises	CABINET	Q4-2018		OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les institutions publiques et privées congolaises, aux niveaux central ou provincial doivent fournir tous les efforts de spécification, d'appropriation et de pérennisation du dispositif CdR ; à la FEC, notamment de sensibiliser leurs entreprises membres, dans leur responsabilité sociétale de contribuer au fonctionnement du CdR Haut Katanga (soit par des mises à disposition des formateurs, soit par des apports financiers frais) ;	Mars-17	PV SMCL	CABINET FEC	Contrat de gestion du CdR Haut Katanga avec responsabilité	CABINET FEC	Q4-2018	Echanges en cours	ONGOING
Aucun des scénarios proposés par la MTR pour le renforcement de l'impact n'est applicable ex-abrupto, mais une extension du Projet pourrait être étudiée formellement, à fin 2017, si les progrès réalisés par l'Etat partenaire sont pertinents et qu'un équilibre budgétaire arrive à être dégagé sur le portefeuille EDUCATION-RDC.	Mars-17	PV SMCL	RR	Back stopping en vue d'évaluer les résultats acquis	RR	Q4-2017	A planifier	OPEN
Décision				Action			Suivi	

Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au Président du Comité de Pilotage du CdR Haut-Katanga aux deux PROVEDS et à la FEC Katanga de s'assurer que les actions des rapprochements inscrites dans la Convention de Partenariat Public Privé puissent être menées de manière régulière (réunion du Comité de Pilotage CdR Haut Katanga, Comité de Concertation Locale dans les sous-divisions, focus groupe avec les entreprises) ;	Mars-17	PV SMCL	PROVED	Réunion des Comité de Concertation Locale	PROVED	Q4-2047		OPEN

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL demandent qu'à l'occasion de la prochaine SMCL la FEC puisse présenter un modèle de « contrat de gestion public/privé » pour la future gestion du Centre de Ressources Haut Katanga (outputs qui ressortiront des échanges d'expériences qui se feront pendant la 5ieme Académie sur le Développement de Compétences Professionnelles).	Mars-17	PV SMCL	CABINET FEC	Modèle de Contrat de Gestion	CABINET FEC	Q3-2017	En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent aux deux Ministres Provinciaux (Haut Katanga et Lualaba) de se concerter et de soumettre à la Représentation de la CTB une proposition sur les modalités d'organisation des futures SMCL du Projet EDUKAT sur base des principes plus-haut adoptés.	Mars-17	PV SMCL	CABINET	Lettre pour la RR	CABINET	Q3-2017	Echanges lancés par la Représentation (mission PO en septembre 2017) auprès des deux Ministres	OPEN

4.7. Cadre logique mis à jour

Pas de modifications apportées

4.8. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Au niveau de RR
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR fait en octobre 2016 enregistrement au niveau de RR
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Q2/2018 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2015	Six

4.9. Rapport « Budget versus Actuels (2017) »

4.10. Ressources en termes de communication

De manière spécifique, le Projet a eu à prendre part à l'organisation du DRC MINING WEEK 2017 au mois de Juin 2017. A cette occasion, le Directeur Provincial de l'Education a pu présenter, à l'intention des acteurs socio-économiques en Province, l'opportunité d'une mise en œuvre de la réforme ETFP en vue de mieux répondre aux préoccupations des entreprises et de promouvoir l'emploi.

Au mois d'Octobre 2017 sur initiative de la FEC Katanga le Projet EDUKAT a contribué à la réalisation du premier Salon de l'Emploi et de la Formation (promouvoir une plateforme d'échanges et de partages entre les demandeurs d'emploi, les employeurs, les apprenants, les Instituts supérieurs et Universitaires ainsi que les écoles techniques afin de soutenir une meilleure adéquation/formation-emploi (lien entre offre de formation-demande).

Le Projet a continué aux activités inscrites dans C4D (sur l'appui de la cellule communication de la RR une série des vidéos thématiques sur la promotion du stage professionnel et genre ont été produites et publiée sur <https://open.enabel.be/en/COD/2044/p/appui--l-enseignement-technique-et-la-formation-professionnelle-au-katanga-edukat.html>).